Réunion du
27 mai 2025

Le 27 mai 2025 à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal de la commune d'Amailoux, s'est réuni en séance publique au lieu habituel de réunion de l'assemblée délibérante, sous la présidence de Madame Nathalie BRESCIA Maire, pour la tenue de la session ordinaire à la suite de la convocation adressée par Madame le Maire le 2 janvier 2025. Affichée le 19 mai 2025.

Présents : Mme Nathalie BRESCIA - Maire -- Mr. Patrick LIAUD 1^{er} adjoint - Mme Delphine BOCHE 2^{ème} adjointe – Mme Diana FAUCHER - Mme Noëlle DUREISSEIX-DESIMPEL – Mr. Christian VEILLON –Mme Fabienne FAIVRE –Mr. Sébastien BRILLANCEAU - Mr. Roland MOTARD -

Absents : Mr. Mickaël BRACONNIER 3^{ème} adjoint - Mme Sonia GARREAU 4^{ème} adjointe - Mr. Nicolas BROSSARD - Mr. Jérôme MOTARD - Mr Jérôme SIMONNET -

Pouvoirs : Mme Sonia GARREAU a donné pouvoir à Mme Delphine BOCHE
Mr Jérôme SIMONNET a donné pouvoir à Mme Diana FAUCHER

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 14, il a été, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé immédiatement après l'ouverture de la séance à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil.

Mme Delphine BOCHE ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

CONSEIL MUNICIPAL

Prochaine réunion

Elles sont fixées les mardi 8 juillet 2025, à 20 heures 30, à la mairie.

Approbation du procès-verbal du 8 avril 2025.

Madame le Maire demande à l'assemblée si elle a des remarques à exprimer sur le fond ou la forme du procès-verbal de la réunion du 8 avril 2025.

Aucun membre ayant manifesté un quelconque désaccord, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 31 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET

RESSOURCES HUMAINES

Détermination du taux de promotion d'avancement de grade

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée :

En application de l'article L522-27 du code général de la fonction publique, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer, après avis du comité social territorial, le taux de promotion pour chaque grade d'avancement à l'exception de ceux relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Elle propose donc de fixer, au regard des circonstances locales, grade par grade, le ratio promu / promouvables, le nombre de promouvables représentant l'effectif des fonctionnaires du grade considéré remplissant les conditions d'avancement de grade.

Madame le Maire précise que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

- Vu** le Code général des Collectivités territoriales ;
- Vu** le Code général de la Fonction Publique ;
- Vu** l'avis du Comité Social territorial en date du 20 mai 2025.

Dans ces conditions, le taux de promotion de chaque grade figurant au tableau d'avancement de grade de la collectivité pourrait être fixé de la façon suivante :

CATEGORIE : C		
FILIERE	GRADE D'AVANCEMENT	RATIOS
Technique	Agent de maîtrise principal	100 %

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOpte le tableau des taux de promotion tel que défini ci-dessus.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 32 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET**CONTRATS - CONVENTIONS****ADHESION AU DISPOSITIF DE TRAITEMENT ET DE GESTION DES DOSSIERS DE DEMANDE D'ALLOCATIONS DE CHOMAGE DU CENTRE DE GESTION DES DEUX-SEVRES.**

Le Conseil municipal de la Commune d'AMAILLOUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la fonction publique et notamment son article L452-40 ;

Vu la délibération du Centre de Gestion des Deux-Sèvres en date du 2 décembre 2013 confiant au Centre de Gestion de la Charente-Maritime l'ensemble du traitement des dossiers d'allocations pour perte d'emploi, ainsi que leur suivi mensuel, des collectivités territoriales qui lui sont affiliées ;

Vu la convention du 24 décembre 2013 relative à la réalisation par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime, pour le compte du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Deux-Sèvres, du traitement des dossiers de demandes d'allocations de chômage et de leur gestion, déposés par les collectivités territoriales qui lui sont affiliées ;

Vu l'avenant du 9 décembre 2024 de la convention relative à la réalisation par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime du traitement des dossiers de demandes d'allocations de chômage et de leur gestion, signé par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Deux-Sèvres et le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime ;

Vu la délibération du Centre de Gestion des Deux-Sèvres en date du 9 décembre 2024 fixant la tarification applicable aux collectivités et établissements utilisateurs du service à compter du 1er janvier 2025 et approuvant la présente convention.

Le Maire informe le Conseil municipal que :

le Centre de gestion a confié, depuis 2014 au CDG 17 le traitement et la gestion des demandes d'allocations de chômage déposées par les collectivités et établissements affiliés au Centre de gestion des Deux-Sèvres ;

le Centre de gestion propose aux collectivités et établissements publics affiliés, depuis le 1er janvier 2020, un conventionnement leur permettant de bénéficier des prestations de conseil, d'étude et de suivi des dossiers chômage ; les prestations sont refacturées aux utilisateurs du service par le CDG79.

le Conseil d'Administration du CDG79, en sa session du 9 décembre dernier, a acté l'évolution tarifaire des prestations chômage ;

le CDG79 s'engage à mettre à disposition des collectivités et établissements qui lui sont affiliés, dans le cadre de la présente convention, les prestations suivantes assurées par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime :

Etude et simulation du droit initial à indemnisation chômage ;

Etude des droits en cas de reprise ou réadmission à l'indemnisation chômage ;

Etude des cumuls de l'allocation chômage avec une ou plusieurs activités réduites ;

Etude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC ;

Suivi mensuel des droits à l'allocation chômage ;

Conseil juridique sur les questions d'indemnisation chômage.

Le CDG 79 prend en charge le droit d'adhésion forfaitaire annuel permettant de disposer des prestations précitées.

La tarification établie par le CDG 79 pour les prestations d'étude et simulation du droit initial, de conseil, de gestion et de suivi desdits dossiers correspondent aux tarifs fixés dans le cadre du conventionnement entre le CDG79 et le CDG17 et sont précisés dans la convention d'adhésion. Ces derniers demeurent inchangés depuis le 1^{er} janvier 2020 sauf pour le conseil juridique.

Etude et simulation du droit initial à indemnisation chômage	150,00 € / dossier
Etude des droits en cas de reprise, en cas de réadmission ou mise à jour du dossier après simulation :	58,00 € / dossier
Etude des cumuls de l'allocation chômage / activités réduites	37,00 € / dossier
Etude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC	20,00 € / dossier
Suivi mensuel	14,00 € (tarification mensuelle)
Conseil juridique	95 €/ heure

Le Maire rappelle que ladite convention ne donne lieu à facturation par le Centre de gestion que si la Commune utilise les prestations proposées. En revanche il est impossible de solliciter le concours de ce service facultatif pour le traitement desdits dossiers, sans avoir conventionné au préalable. Il précise que la convention proposée est d'une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Considérant l'intérêt pour la commune d'adhérer au dispositif de traitement et de gestion des dossiers de demande d'allocations de chômage, notamment au regard de la complexité desdits dossiers.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

► DECIDE :

1°) d'adhérer au dispositif de traitement et de gestion des demandes d'allocations chômage mis à disposition par le Centre de gestion des Deux-Sèvres, et s'engage à rembourser au CDG79 les prestations d'étude et de simulation du droit initial à indemnisation chômage, de conseil, de gestion et de suivi des dossiers chômage traitées dans le cadre du conventionnement entre le CDG des Deux-Sèvres et le CDG de la Charente-Maritime, et selon les tarifs indiqués dans la convention d'adhésion ;

2°) d'autoriser Madame le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des adjoints à signer la convention d'adhésion, ci-annexée

► PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération aux budgets des exercices correspondants.

COMMUNE D'AMAILLOUX*Tél : 05.49.95.58.24**Site : <https://amailloux.fr>**Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr***DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL***N° D 33 – 27/05/2025***Nombre de Conseillers :**

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET**CONTRATS - CONVENTIONS****Chantier à caractère éducatif en zone rurale dit « Dispositif argent de poche**

Madame le Maire informe les membres du conseil municipal que :

La DDETS-PP (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et de la Protection des Populations) des Deux-Sèvres informe les communes d'une modification de législation encadrant les chantiers éducatifs qui, nous concernant, supportent le Dispositif « Argent de Poche ».

La principale modification réside dans le fait que la Maison de l'Emploi/Mission Locale ne peut plus porter l'agrément au nom de toutes les collectivités. Il est aujourd'hui demandé à chaque mairie de faire la demande d'agrément (à renouveler tous les ans).

Bien que ne bénéficiant pas d'un financement dans le cadre du programme VVV (Ville Vie Vacances), des chantiers et stages à caractère éducatifs peuvent être mis en place à l'initiative des communes ou d'associations en dehors du périmètre des QPV, (Quartier Prioritaire de La Ville) notamment dans des zones rurales, dès lors qu'ils sont agréés par les Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS).

L'âge des bénéficiaires doit être compris entre 14 et 17 ans inclus.

Le déroulement des activités doit se faire exclusivement pendant les périodes de congés scolaires. La durée des activités donnant lieu au versement de la gratification doit être limitée à 20 jours pendant la période estivale (du 1^{er} juillet au 30 septembre inclus) ou à 10 jours pour les autres périodes de congés scolaires.

La gratification ne peut excéder 15 €uros par jour et par stagiaire et sans charges pour la commune.

Vu l'arrêté préfectoral portant décision d'agrément « chantiers à caractère éducatif en zone rurale » en date du 12 mai 2025, pour une durée de 12 mois à compter du 7 juillet 2025,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **VALIDE** l'engagement de la commune sur le dispositif « argent de poche » et les modalités précisées ci-dessus,

- **AUTORISE** Madame Le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des Adjointes, à signer tout acte y afférant.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 34 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET

ASSOCIATIONS

Adhésion à l'Association des Maires des Deux-Sèvres

Madame Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que l'Association des Maires des Deux-Sèvres (ADM79) regroupe les communes du département afin de :

- Représenter les intérêts des collectivités adhérentes auprès des pouvoirs publics et des institutions,
- Mutualiser les informations, les expertises et les bonnes pratiques entre élus locaux,
- Organiser des temps d'échange, de formation et de réflexion sur les enjeux territoriaux,
- Offrir un appui juridique, administratif et technique aux communes membres.

Considérant que l'adhésion à l'ADM79 permet à la commune de d'AMAILLOUX :

- D'être représentée collectivement à l'échelle départementale,
- De bénéficier d'un accompagnement dans la gestion des affaires communales,
- De renforcer les liens de solidarité et de coopération avec les autres communes des Deux-Sèvres.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

DÉCIDE :

Article 1 : La commune de d'AMAILLOUX adhère à l'Association des Maires des Deux-Sèvres comme chaque année.

Article 2 : Madame Le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des Adjointes, est autorisée à signer tout document relatif à cette adhésion.

Article 3 : Les crédits nécessaires au paiement de la cotisation seront inscrits chaque année au budget communal.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 35 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET

FONCIER

Terrains la Touche SUD dit « Terrains GUILLEUX »

Remise en état et aménagement

Signature d'une convention de prestations de services

Madame le Maire rappelle au conseil l'acquisition des terrains aux consorts GUILLEUX d'une superficie totale de 09 ha 05 ares 07 ca, au cours de l'année 2024.

Aujourd'hui, il convient de les remettre en état ainsi que de les aménager. A ce titre, Madame Le Maire a fait appel à l'ESAT Tremplin Messidor, en son antenne de Chiché qui propose par le biais d'une convention de services la définition et le coût de la prestation.

Le chantier serait réalisé par étapes, selon un découpage de l'ensemble des parcelles en 4 zones. L'objectif de ces 4 zones est de créer un par naturel et d'y faire passer un sentier de randonnée.

Le prix des prestations est déterminé comme ci-après :

	2025				
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur à plat (forfait)	UN.	1	5 100,00 €	5 100,00 €
	Débroussaillage des bords suite au passage du tracteur (journée)	UN.	2	700,00 €	1 400,00 €
	Travaux d'élagage (forfait)	UN.	1	4 650,00 €	4 650,00 €
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur articulé (forfait)	UN.	1	2 300,00 €	2 300,00 €
	2026				
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur à plat (forfait)	UN.	1	1 020,00 €	1 020,00 €
	Débroussaillage des bords suite au passage du tracteur (journée)	UN.	2	700,00 €	1 400,00 €
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur articulé (forfait)	UN.	1	2 300,00 €	2 300,00 €
	Nettoyage de la sapinière (journée)	UN.	2	700,00 €	1 400,00 €
	Nettoyage du bord de l'étang (journée)	UN.	6	700,00 €	4 200,00 €
	Location du broyeur de branches	UN.	2	300,00 €	600,00 €
	2027				
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur à plat (forfait)	UN.	1	1 020,00 €	1 020,00 €
	Débroussaillage des bords suite au passage du tracteur (journée)	UN.	2	700,00 €	1 400,00 €
	Nettoyage du bord de l'étang (journée)	UN.	4	700,00 €	2 800,00 €
	Remise en état des parcelles 1086 et 24 (journée)	UN.	4	700,00 €	2 800,00 €
	2028				
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur à plat (forfait)	UN.	1	1 020,00 €	1 020,00 €
	Débroussaillage des bords suite au passage du tracteur (journée)	UN.	2	700,00 €	1 400,00 €
	Passage du tracteur équipé d'un broyeur articulé (forfait)	UN.	1	2 300,00 €	2 300,00 €
	Remise en état des parcelles 1086 et 24 (journée)	UN.	8	700,00 €	5 600,00 €
	Location d'un broyeur de branches	UN.	2	300,00 €	600,00 €
	Facturation des prestations réalisées dans une année lors du dernier trimestre				
				TOTAL HT	43 310,00 €
				TVA 20%	8 662,00 €
				Total TTC	51 972,00 €

Cela étant exposé :

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **APPROUVE** les travaux de remise en état de ces terrains et l'aménagement projeté, d'un montant de 51 972,00 € TTC,
- **ACCEPTE** l'étalement de ces travaux sur 4 années, à savoir 2025, 2026, 2027 et 2028,
- **NOMME** ce lieu : Parc Saint Jean,
- **ADOPTE** les termes de la convention établie par L'ESAT Tremplin Messidor, en son antenne de Chiché, dont le siège est à NIORT (79001), 14 bis, rue d'Inkermann, BP 90028,
- **AUTORISE** Madame le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des Adjointes, à signer ladite convention et tout autre document pour mener à bien ce projet,
- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement de la dépense seront inscrits aux budgets municipaux successifs.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° D 36 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET**SUBVENTIONS****Association des Parents des Elèves (APE)****Demande de subvention exceptionnelle**

Madame Le Maire porte à la connaissance des membres du conseil municipal la demande de subvention exceptionnelle faite par l'Association des Parents des Elèves (APE).

L'Association des Parents des Elèves de l'école d'Amailloux s'efforce tout au long de l'année scolaire, de soutenir les projets pédagogiques de l'équipe enseignante en organisant diverses actions et évènements afin de récolter des fonds.

Le vendredi 4 avril, l'APE a organisé un loto.

Malgré une mobilisation importante des bénévoles, cette action a malheureusement enregistré un déficit de 759,60 €, dû à de faibles recettes, de la location de la salle de Chiché d'un montant de 600,00 € et d'une participation plus que faible de l'ensemble des parents de l'école.

Ce déficit compromet les capacités de l'association à soutenir les prochains projets pédagogiques, notamment : sorties scolaires, achat de matériel, spectacle de Noël etc ...

Afin de pouvoir maintenir ses engagements auprès de l'école et des élèves pour la prochaine rentrée scolaire, l'APE sollicite du conseil municipal l'octroi d'une subvention exceptionnelle.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **DÉCIDE** de verser à l'Association des Parents des Elèves (APE) une subvention exceptionnelle,

- **FIXE** le montant de la subvention à 1 010,00 € qui se décompose comme suit : 760 € pour combler le déficit et 250,00 € pour la location de la salle, conformément à la délibération du conseil municipal n° 80 – 13/10/2015 en date du 13 octobre 2015,

- **AUTORISE**, Madame le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des adjoints, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire,

- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement de la dépense sont inscrits au budget de l'année.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 37 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET

FINANCEMENT

Restauration de registres d'état civil et du plan du cimetière
Demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Deux-Sèvres

Madame le Maire expose au conseil municipal la nécessité de restaurer certains documents appartenant à la commune. Ces documents sont :

- les registres d'état civil pour les périodes 1896 – 1910 et 1951 – 1960 qui sont très abîmés : la reliure est détruite, certaines feuilles se détachent,
- Le plan du cimetière très abîmé, voire déchiré à certains endroits.

Afin de permettre la restauration de ces documents, un devis a été demandé à l'Atelier BENOIST de MENIGOUTE (79). Il s'élève à :

Registre des naissances 1896 – 1910 720,00 € HT – 864,00 € TTC,
Registre des naissances 1951 – 1960 450,00 € HT – 540,00 € TTC,
Plan du cimetière 247,50 € HT – 297,00 € TTC.

Pour ces travaux de restauration la commune peut bénéficier d'une subvention du Conseil Départemental à hauteur de 30 % du montant HT du devis retenu.

Le plan de financement pourrait être le suivant :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant
Registre état civil 1896 - 1910	720,00 €	Subvention 30 % Conseil départemental	425,25 €
Registre état civil 1951 - 1960	450,00 €	Fonds propres	992,25 €
Plan du cimetière	247,50 €		
TOTAL	1 417,50 €		1 417,50 €

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **DÉCIDE DE CONFIER** la restauration des registres d'état civil et du plan du cimetière, désignés ci-dessus, à l'Atelier BENOIST de MENIGOUTE (79) pour le montant du devis fourni, à savoir 1 417,50 € HT – 1 701,00 € TTC,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une demande de subvention auprès du Conseil Départemental au titre de l'aide aux communes pour la restauration de leurs archives,
- **AUTORISE** Madame le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des adjoints, à signer tous les documents nécessaires pour mener à bien ce dossier,
- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement de la dépense sont inscrits au budget principal de l'année.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 38 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET**MATERIEL****Achat d'un robot de tonte pour le terrain des sports**

Madame Le Maire fait part aux membres du conseil qu'il serait intéressant d'investir dans un robot de tonte notamment pour le terrains des sports afin d'assurer une tonte autonome ce qui libérerait du temps pour les agents.

Deux entreprises ont été sollicitées pour des devis :

CHUPIN de BRESSUIRE (79)

- **Robot de tonte, surface de tonte jusqu'à 12 000 m²** montant 9 499,00€ TTC Garage 699,00 € TTC, forfait installation 649,00 € TTC, boîtier étanche 70,32 € TTC, visite de contrôle programmation du robot : 118,80 € TTC soit l'ensemble : 11 038,62 € TTC.

- **Robot de tonte, surface de tonte jusqu'à 24 000 m²** montant 13 999,00 € TTC Garage 699,00 € TTC, forfait installation 649,00 € TTC, boîtier étanche 70,32 € TTC, visite de contrôle programmation du robot : 118,80 € TTC soit l'ensemble : 15 538,62 € TTC.

2 RM 79 (2 roues motoculture) MONCOUTANT (79)

- **Robot tonte surface de tonte 5 000 m²** montant 8 997,01 € TTC, support d'antenne 254,99 € TTC, abri de tonte 537,01 € TTC, installation 1 050,01 € TTC, soit pour l'ensemble 10 839,02 € TTC.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'achat d'un robot de tonte pour le stade municipal,

- **RETIENT** le devis de l'entreprise CHUPIN de BRESSUIRE (79) pour un robot de tonte, d'une surface de tonte jusqu'à 12 000 m², d'un montant 9 499,00€ TTC Garage 699,00 € TTC, forfait installation 649,00 € TTC, boîtier étanche 70,32 € TTC, visite de contrôle programmation du robot : 118,80 € TTC soit l'ensemble : **11 038,62 € TTC**.

- **AUTOIRISE** Madame Le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des Adjoints, à signer le devis et tout autre document pour mener à bien cette affaire,

- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires au paiement de la dépense sont inscrits au budget de l'année.

COMMUNE D'AMAILLOUX

Tél : 05.49.95.58.24

Site : <https://amailloux.fr>

Mail : mairie-amailloux@cc-parthenay.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° D 39 – 27/05/2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 11

OBJET

VOIRIE

Réaménagement de la voie communale n° 2 dite de Fougérit aux Châteliers.

Madame Le Maire informe le conseil municipal qu'une portion de la voie communale n° 2 dite de Fougérit aux Châteliers, entre le garage et l'intersection de la Rue de La Bichonnière et la direction de l'Epinay, est très dégradée en raison de gonflements d'argile. Pour garantir la sécurité des usagers, il devient nécessaire d'effectuer des travaux de réfection.

Afin de réaliser ces travaux, des devis ont été demandés aux entreprises ci-après et peuvent être analysés de la manière suivante :

La parole est donnée à Monsieur Patrick LIAUD, 1^{er} Adjoint, responsable de la voirie communale.

- Entreprise CHARIER de CERIZAY (79) montant : 28 923,26 € TTC

- Entreprise PELLETIER de CIRIERES (79) **réfection bicouche** :

- Devis pour reprise ponctuelle montant 32 418,53 € TTC,
- Devis en variante pour reprise sur toute la largeur de la voirie : 38 586,12 € TTC,
- Devis pour le reste des purges (calvaire, les 5 chemins, le bois de Mme BATTREAU, le Rallye des Bois et L'Épinay) montant 23 060,09 € TTC.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **APPROUVE** les travaux de remise en état de cette portion de voirie,
- **RETIENT** les devis l'entreprise PELLETIER de CIRIERES (79) pour :
 - Une reprise ponctuelle d'un montant de 32 418,53 € TTC,
 - Les purges (calvaire, les 5 chemins, le bois de Mme BATTREAU, le Rallye des Bois et L'Épinay), d'un montant de 23 060,09 € TTC,
- **AUTORISE** Madame le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement l'un des Adjointes, à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.
- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement de la dépenses sont inscrits au budget principal de l'année.

COMPTABILITÉ

Salon de coiffure

Demande de la gratuité du loyer pour une période de 6 mois.

Madame le Maire porte à la connaissance des membres de l'assemblée qu'elle a reçu un courrier émanant de Madame Angèle GORRY, gérante du salon de coiffure, situé 2, place de La Liberté, par lequel elle fait part de ses difficultés de trésorerie depuis décembre 2024.

Les raisons évoquées sont :

Un dépassement du chiffre d'affaires, ce qui entraîne son éligibilité à la TVA,

Un changement de comptable qui a dû apporter des corrections d'erreurs dans le bilan, impactant son résultat, et occasionnant le règlement de l'impôt sur les sociétés.

Pour la survie de son commerce, Mme GORRY demande s'il serait possible de lui accorder la gratuité du loyer mensuel, d'un montant de 229 €, pour une période de 6 mois, afin de lui permettre de stabiliser sa situation et de lui laisser le temps de mettre en place de nouvelles actions.

Avant toute décision, le conseil municipal souhaite que Mme Le Maire rencontre Mme GORRY.

Cette demande sera étudiée lors d'une prochaine réunion.

Informations diverses

Quelques dates

Vendredi 13 juin 2025 à 20 H 30, parc du prieuré théâtre de rue « le Tarot de la Gâtine Poitevine » organisée par le Festival A.

Vendredi 20 juin 2025 : fête de l'école.

Samedi 28 juin 2025 : Le Club Sportif fête ses 65 ans d'existence, au stade.

Dimanche 13 juillet 2025 : passage du tour cycliste des Deux-Sèvres.

Vendredi 5 et samedi 6 septembre 2025 week-end festif.

Délibérations n° 31 à 39.

Toutes les matières à soumettre à la délibération étant épuisées, le procès-verbal est alors clos les jour, mois, an que dessus.

La séance a été levée à 22 heures 30.

Au registre ont signé,

Mme. Nathalie BRESCIA
Maire,

Mme. Delphine BOCHE
Secrétaire de séance,